

Auteur: Maya Collombon, IEP Aix-en-Provence
Directeur de thèse: Olivier Dabène

LES MOBILISATIONS CONTRE LE PLAN PUEBLA PANAMA

Le 12 octobre 2002, pour l'anniversaire des 510 ans de la première « invasion » des Amériques, le mouvement anti-Plan Puebla Panama organise une série coordonnée de blocages routiers dans toute l'Amérique centrale, depuis le Sud du Mexique jusqu'à Panama. Cette première mobilisation transnationale de citoyens mexicains et centraméricains a pour origine l'opposition croissante des populations de la région au plan de développement régional lancé en grande pompe par le gouvernement mexicain et ceux d'Amérique Centrale, en juin 2001, le Plan Puebla Panama (PPP). Dans ce texte, nous décrirons brièvement le Plan Puebla Panama avant d'évoquer les mobilisations qui s'y opposent, leur composition, leur chronologie et leurs revendications.

Le Plan Puebla Panama

Ce plan est un projet multilatéral de développement économique qui concerne une région re-baptisée à cette occasion, "région mésoaméricaine".

Quelques jalons historiques

Trois documents permettent de retrouver les traces de l'élaboration du projet :

- Publié en 2000, le premier document qui en pose les jalons a été commandé à Santiago Levy, *El Sur también existe: un ensayo sobre el desarrollo regional mexicano* (Le Sud existe aussi. Essai sur le développement régional mexicain);
- A sa suite, le "Capítulo México del Plan Puebla Panama", premier document officiel présentant le Plan Puebla Panama, est diffusé en 2001, pour le lancement du projet;
- Enfin, un dernier document reprendra le contenu des textes précédents mais en le réorganisant sous la forme de huit initiatives mésoaméricaines de développement: "El Plan Puebla Panama: iniciativas mesoamericanas y proyectos" (Plan Puebla Panama: initiatives mésoaméricaines et projets). Ce dernier document est réalisé avec le soutien de la Banque Interaméricaine de Développement (BID), la Banque Centraméricaine d'intégration économique (BCIE) et la Commission économique pour l'Amérique Latine des Nations unies (CEPAL).

Le Plan Puebla Panama (PPP) a été lancé officiellement en juin 2001 par le président des Etats-Unis du Mexique, Vicente Fox, lors d'une rencontre au sommet entre présidents centraméricains et fonctionnaires de la Banque Mondiale.

Un plan régional de développement

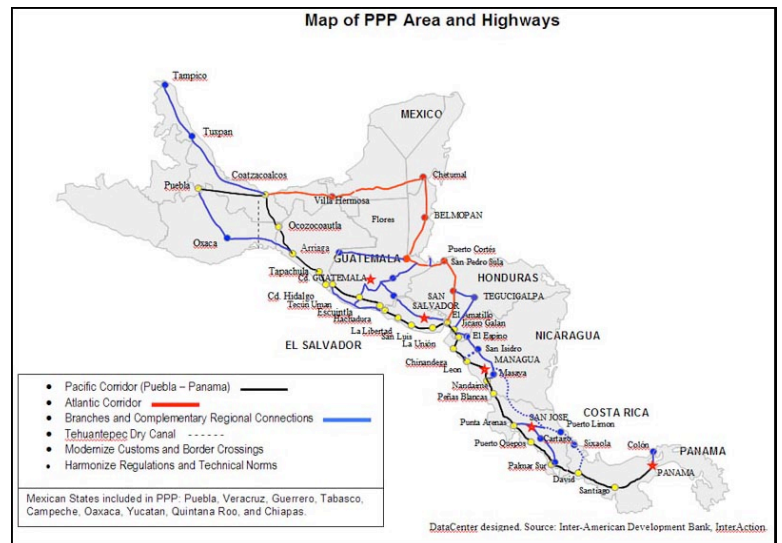
Reposant sur un énorme investissement financier¹, le plan est destiné à développer une zone géographique comprenant neuf états mexicains (Puebla, Campeche, Guerrero, Oaxaca, Tabasco, Veracruz, Quintana Roo, Yucatan et Chiapas) et les sept pays d'Amérique centrale (Belize, Guatemala, El Salvador, Honduras, Nicaragua, Costa Rica et Panamá). En tout, le plan concerne une région où vivent 65 millions d'habitants (28 millions de Mexicains et 37 millions de Centraméricains), dont 78 % vivent dans la pauvreté (60 % dans l'extrême pauvreté)².

Ce plan de développement comporte différents volets déclinés en 20 grands projets. Ces projets sont à leur tour organisés sous les huit grandes initiatives mésoaméricaines de développement:

- 1) Échanges commerciaux;
- 2) Intégration des transports routiers;
- 3) Interconnexion électrique;
- 4) Intégration des services de communication;
- 5) Développement humain;
- 6) Développement durable;
- 7) Prévention des désastres naturels;
- 8) Développement du tourisme.

Ces initiatives devront se concrétiser à travers une série de projets tels que :

- la construction d'un « canal sec » (faisceau d'autoroutes et de voies ferrées) d'une longueur de 288 kilomètres à travers l'isthme de Tehuantepec (du golfe du Mexique à l'océan Pacifique);
- la construction d'un système de transports et de communication régional : oléoducs et gazoducs, autoroutes, ports, aéroports;
- la construction de barrages hydroélectriques et d'un système d'intégration énergétique régional;
- l'implantation d'usines, notamment dans le secteur du textile, ayant le statut de "*maquiladoras*"³.



Exemple des projets autoroutiers prévus dans le cadre du PPP (source: BID)

¹ Budget de départ annoncé : de 10 à 12 milliards de dollars qui pourraient s'élever jusqu'à 25. (Source: boletín CIEPAC, México, 2003)

² Lemoine Maurice, *Amérique Centrale : les naufragés d'Esquipulas*, L'Atalante, coll. « Comme un accordéon », Nantes, 2002

³ Les *maquiladoras*, ou leur abréviation *maquila*, sont l'équivalent latino-américain des *zones de traitement pour l'exportation* (*export processing zone*, EPZ, aux Etats-Unis). Ce terme désigne une usine qui bénéficie d'une exonération des droits de douane pour pouvoir produire à un moindre coût des marchandises assemblées, transformées, réparées ou élaborées à partir de composants importés ; la majeure partie de ces marchandises est ensuite ré-exportée.

Enfin, les initiatives de développement durable et touristique sont reliées au Couloir Biologique Mésoaméricain (CBM), un vaste projet de réserves naturelles protégées sur l'ensemble du territoire centraméricain, financé par la Banque Mondiale. L'objectif annoncé du CBM est la réduction des problèmes environnementaux sur l'aire mésoaméricaine (déforestation, chasse et pêche non contrôlée, extraction prohibée...).

Mobilisations contre le Plan Puebla Panama

Les premières mobilisations

Dès la première annonce du Plan Puebla Panama par le président mexicain Vicente Fox, en septembre 2000, se mettent en place les premiers comités de réflexion mexicains sur le thème. En effet, un certain nombre d'organisations sociales du pays, fortes de leur ancienne opposition à l'ALENA (Accord de Libre échange de l'Amérique du Nord), réagissent à la mise en parallèle de ce plan, sur lequel l'information est alors réduite, et de l'ALCA (Accord de Libre commerce des Amériques), qui suscite aussi de fortes mobilisations.

Le premier Forum Anti-Plan Puebla Panama est convoqué exactement deux mois après la première confirmation officielle du PPP par le gouvernement mexicain, le 12 mars 2001, et un mois avant son lancement officiel en juin 2001. Ce premier forum se tient à Tapachula, au Chiapas, et réunit 250 groupes communautaires et ONG. A son issue, la Déclaration finale de Tapachula réaffirme l'opposition des participants : « Nous rejetons formellement le Plan Puebla Panama qui est un plan de colonisation brutale (...) qui ne fera qu'approfondir la misère au sein de nos communautés, la destruction de nos cultures et de la nature. C'est pourquoi nous rejetons catégoriquement cette tentative d'imposer ce plan, malgré les souhaits et les intérêts de nos communautés.⁴ »

Chronologie des mobilisations anti-PPP

Cette première réunion de Tapachula lance un mouvement régional qui va rapidement s'élargir aux représentants des pays d'Amérique Centrale. Le Forum suivant se déroule au Guatemala en novembre 2001 : 300 communautés et ONG sont représentées. L'année suivante, en juillet 2002, ce sont 350 groupes communautaires et ONG qui se déplacent au Forum de Managua. Suivent, en 2003 le Forum du Honduras, en 2004 celui du Salvador et en 2005 celui du Costa Rica. Le Forum anti-PPP qui s'est rapidement transformé en « Forum mésoaméricain des peuples » s'organise, entre les séances plénières, en réunions régionales et thématiques. Par exemple, une conférence s'est réunie en juin 2001 au Chiapas sur la biodiversité et la biopiraterie, puis un forum, en mars 2002 au Petén (Guatemala), sur les barrages électriques. Enfin les actions de protestation locale se sont multipliées au cours des dernières années. Ainsi, le 16 août 2002,



⁴ Déclaration du forum d'information, d'analyse et de propositions "Le peuple est prioritaire face à la mondialisation", Tapachula, Chiapas, 12 mai 2001

10 000 à 15 000 indiens Tseltales, Tzotziles et Tojolabales⁵ organisèrent une marche anti-PPP dans les rues de San Cristobal de Las Casas, au Chiapas.

Constitution d'un réseau transnational

Les mobilisations contre le Plan Puebla Panama créent pour la première fois dans la région une mobilisation d'acteurs originaires des deux côtés de la frontière qui sépare le Mexique de l'Amérique centrale. En effet, même si le sud est mexicain et l'Amérique centrale font face à un certain nombre d'enjeux communs, leurs organisations civiles respectives ont jusqu'alors peu collaboré. En ce sens, le réseau mésoaméricain anti-PPP constitue une nouveauté ; nouveauté d'autant plus intéressante que la diversité des organisations représentées ne cesse de croître d'une réunion à l'autre.

Alors que le premier Forum anti-PPP de Tapachula est convoqué par l'église de San Cristobal de Las Casas à l'initiative de l'archevêque Samuel Ruiz, grande figure de la théologie de la libération au Mexique, les suivants ont le plus souvent été organisés par les principales organisations civiles du pays d'accueil. A chacun des forums mésoaméricains sont représentés : des groupes communautaires ruraux et/ou indiens appartenant à de nombreuses ethnies, des syndicats, des organisations en réseaux comme le Réseau d'action contre le libre échange (RMALC)⁶, des groupes de femmes, des organisations de médecins indiens, des ONG mexicaines et internationales...



Critiques, revendications et stratégies du mouvement contre le PPP

Les critiques formulées par les participants aux mobilisations d'opposition aux PPP sont les suivantes :

- Le PPP répond aux intérêts nord-américains et non aux besoins des communautés vivant dans la région;
- Le modèle de développement promu par le PPP est destructeur pour les économies rurales locales;
- Le manque de consultation publique sur le PPP est contraire aux accords internationaux, dont la convention 169 de l'OIT sur les droits des populations autochtones;
- Le PPP représente un grave danger pour la richesse naturelle et culturelle de la région;
- Le projet de Couloir Biologique Mésoaméricain représente une menace pour la propriété de la terre des populations locales;
- Le PPP ne réduira pas la migration vers les Etats-Unis et ne résout pas les problèmes sociaux et économiques de la région.

⁵ Nom des trois principales ethnies indiennes du Chiapas.

⁶ Red Mexicana de Accion Frente al Libre Comercio, RMALC: réseau national mexicain basé à Mexico city. Cette organisation regroupe des organisations qui participent aux mouvements sociaux, paysans, syndicaux, des organisations civiles et de femmes, enfin des professionnels spécialisés dans des thèmes macro-économiques. La RMALC analyse et diffuse de l'information sur les politiques commerciales, les droits de l'homme, l'environnement et d'autres thèmes comme le Plan Puebla Panama. Son objectif est d'influer sur les politiques commerciales macroéconomiques et de proposer des alternatives viables et durables pour une mondialisation différente.

Revendications des opposants au PPP :

- La prise en compte des peuples de la région garants de la diversité culturelle et naturelle par de vraies consultations publiques sur le PPP;
- La protection de la propriété de la terre des peuples concernés sur l'ensemble du territoire du PPP;
- La promotion de modèles alternatifs de développement, qui prennent en compte les besoins socio-économiques et culturels locaux;
- La fin des traités de libre échange régionaux (CAFTA, ALCA...).

Stratégies:

- Insister afin d'être inclus dans le processus de planification du PPP, sinon refuser d'accepter le plan;
- Regrouper de l'information sur les projets du PPP par une grande variété de sources et les diffuser le plus largement possible;
- Combattre les éléments les plus destructeurs du plan par des actions directes, par les médias et par la pression sur les gouvernements;
- Promouvoir les stratégies de développement alternatives en oeuvre au niveau local.

Les interactions entre acteurs mobilisés et autorités : quelques inflexions du PPP

La promptitude de la mise en place du mouvement d'opposition au Plan Puebla Panama a provoqué un changement de stratégie de la part des autorités mexicaines, rapidement conduites à communiquer davantage, en mettant par exemple des rapports sur les avancées mensuelles du PPP sur le site Internet de la Banque Interaméricaine de Développement (BID). L'Etat mexicain a, de plus, eu recours aux services d'une agence nord-américaine de communication pour diffuser l'information sur le PPP. Dans un second temps, l'ampleur du mouvement a conduit le président mexicain Vicente Fox à étouffer toute information sur le PPP, au point que certains analystes ont cru alors que le projet était abandonné.

Au Guatemala, un projet d'autoroute traversant la Réserve de la Biosphère Maya, dans le Petén, fortement soutenu par le gouvernement guatémaltèque, a été annulé par la BID en 2001, en réponse à la très forte pression d'une coalition d'ONG et d'organisations communautaires, intitulée « Grupo Solidario de Accion y Propuesta » (groupe solidaire d'action et de proposition).

L'information sur le PPP, diffusée à des milliers de résidents de la zone de haute priorité du PPP dans l'Isthme de Tehuantepec (Etat mexicain du Oaxaca) par l'Union des communautés indiennes de la Zone Nord de l'isthme (UZICONI) a obligé les fonctionnaires de l'entreprise d'Etat de pétrole, PEMEX, et les représentants de la Présidence à s'asseoir à une table de négociation.

En guise de conclusion

Malgré les quelques réponses données aux acteurs mobilisés par les autorités, le Plan Puebla Panama poursuit son chemin et se porte d'autant mieux que le nouveau président du Mexique, Felipe Calderón, en a fait son cheval de bataille. Rien d'étonnant donc à ce qu'une de ses premières visites internationales ait été une tournée des pays centraméricains concernés par le PPP. A ce jour, si un certain nombre de projets (barrages, autoroutes...) sont interrompus, l'idée même d'un programme régional de développement, étendu récemment à la Colombie, étape préliminaire d'un accord continental de libre échange, reste plus que jamais à l'ordre du jour.

Bibliographie sélective

- ALVAREZ Alejandro, BARREDA Andrés, BARTRA Armando (2002), *Economía política del Plan Puebla Panamá*, Editorial Itaca, México, 2002
- AUBRY, Andrés (2005), *Chiapas a contrapelo. Un agenda de trabajo para su historia en perspectiva sistémica*, Contrahistorias, La Otra mirada de Clio, México, 2005.
- BARTRA Armando coord. (2004), *Profound rivers of Mesoamerica. Alternatives to Plan Puebla Panamá*, Ediciones Itaca, México, 2002
- BANCO INTERAMERICANO DE DESARROLLO (BID), « Plan Puebla-Panamá. Presentación al Directorio Ejecutivo. RN2-INT. Estado de avance. Diciembre 2001 »
- BANCO INTERAMERICANO DE DESARROLLO (BID), « Iniciativa para la integración de la infraestructura básica entre México y los países del istmo Centroamericano. México, Noviembre de 2000 »
- CALL Wendy, "Resisting the Plan Puebla Panama", Interhemispheric resource Center (IRC), 2002, www.americaspolicy.org
- CARLSEN Laura, WISE Tim, SALAZAR Hilda (coord.), *Enfrentando la globalización. Respuestas sociales a la integración económica de México*, Ediciones RMALC, México, 2003.
- CASTRO SOTO, Gustavo, « 'Fortalezas' del Plan Puebla Panamá. Foda del PPP y los Acuerdos de San Andrés ». *Bulletin Chiapas al día*, n°217, CIEPAC, México, 2002
- ESCARZADA Fabiola, GUTIERREZ Raquel (coord.), *Movimiento indígena en América Latina: resistencia y proyecto alternativo*, Universidad de Puebla, México, 2005.
- LEVY Santiago (coord.), DAVILA Enrique, KESSEL Georgina, *El Sur también existe: un ensayo sobre el desarrollo regional mexicano*, Colección Documentos, San Cristobal de las Casas, Chiapas, México, mayo 2001.
- MORO Braulio, « Une recolonisation nommée Plan Puebla Panama », *Le Monde Diplomatique*, décembre 2002
- PICKARD Miguel, « The Plan Puebla-Panama Revived: Looking Back To See What's Ahead » Americas Program, Interhemispheric Resource Center, IRC, Juin 2004
- PRESIDENCIA DE LA REPUBLICA. *Plan Puebla Panamá. Antecedentes, Avances y Perspectivas a un año del Plan Puebla Panamá*, México, 28 de junio del 2002
- PRESIDENCIA DE LA REPUBLICA. *Plan Puebla Panamá. Documento base*. México, Marzo 2001.
- VILLAFUERTE SOLIS Daniel, Leyva Solano Xochilt, coord. (2005), *Geoeconomía y geopolítica en el área del Plan Puebla Panamá*, CIESAS, México, 2006

Liens :

Sites d'informations sur le PPP

Centro de Investigaciones economicas y Politicas de Accion Comunitaria (CIEPAC)

Centre de recherche militant installé au Chiapas, CIEPAC a très largement travaillé sur le Plan Puebla Panama. Il diffuse l'information par Internet, des publications, des vidéos et des ateliers dans les communautés indiennes du Chiapas.

www.ciepac.org

Red mexicana de Accion frente al Libre Comercio (RMALC)

Organisation qui travaille sur différents thèmes dont le commerce, les droits de l'homme, l'environnement et d'autres encore dont le Plan Puebla Panama. De nombreuses informations sur le PPP sont disponibles en ligne.

www.rmalc.org.mx/ppp.htm

Union de Comunidades indigenas de la Zona Norte del Istmo (UCIZONI)

Réseau communautaire d'indiens Mixe, Zapotèques, Zoques, Chinantèques, Barreña, Mixtèques et de métis de la région de l'isthme de Tehuantepec, état de Oaxaca, Mexique. Cette organisation joue un rôle important dans le mouvement de résistance au PPP.

www.mesoamericaresiste.org

Global Exchange

Organisation travaillant pour un public nord-américain, nombreuses informations sur le PPP.

www.globalexchange.org/campaigns/mexico/ppp/

Mexico Solidarity Network (MSN)

Organisation américaine qui développe des actions éducatives sur le PPP

www.mexicosolidarity.org/plan_puebla_panama.html

Sites institutionnels

Banque Interaméricaine de développement (BID)

www.iadb.org/ppp/

Banque Centraméricaine pour l'intégration économique (BCIE)

www.cabei.org

Institut National de statistiques, géographie et informatique (INEGI) - Mexique

<http://www.inegi.gob.mx/difusion/espanol/bvinegi/cirpuepan/indice.html>

Sites sur le PPP de la Présidence du Mexique

<http://ppp.presidencia.gob.mx/PPP/>

www.planpuebla-panama.org